



Lutte contre l'extrémisme violent dans les Savanes P.3

Faure résolument engagé



Pdt Faure Gnassingbé

Question de la vie chère P.4

Ça se complique davantage



Sécurité routière au Togo

Le gouvernement renforce les dispositions du code de la route



Affoh Atcha-Dédji, ministre des Transports routier, aérien et ferroviaire

Axe Lomé-Rabat au beau fixe

Exemption réciproque de visa entre le Togo et le Maroc



Robert Dussey (gauche) et son homologue marocain, Nasser Bourita

Football

Port-Bouët/ Dent pour dent Une vieille dame mord un bébé d'un an

Il n'y a pas plus ridicule que la scène au cours de laquelle la petite Noura, fillette âgée d'environ un an, a été mordue par Mm K., dans un salon de coiffure. A Port-Bouët, le salon de coiffure appartenant à Mme Joëlle K., dont la dénomination n'a pas encore été affichée, vient d'ouvrir ses portes dans le quartier Air France, à Gonzagueville. Au nombre des clientes du samedi 16 juillet dernier, se trouve Mme K., une sexagénaire tenant en main son même de deux ans. Elle y arrive pour un entretien des cheveux. La mère de la petite Noura est employée dans ce salon. C'est elle qui s'occupe de la cliente. Elle l'installe donc et laisse le fils de la dame profiter de l'espace à côté de sa fillette Noura. Les enfants ayant le don de créer des interactions, se mettent à jouer ensemble. Au cours de leurs jeux, le doigt de l'enfant de Mme K. passe sous les dents de la petite Noura qui le mord. Le cri strident émis par l'enfant mordu met sa mère en émoi. Elle interrompt de manière véhémement la coiffeuse et menace d'abord la petite de repréailles, sous le regard de sa mère qui est contrainte de laisser faire pour ne pas déplaire à la cliente.

Dounia Le Monde

Édité par le Groupe de Presse « Matinée Internationale »

Récépissé N° 24 du 1er août 1998
BP: 30277

Email:

dlatamine1@gmail.com

Siège:

Agoè sur la route de contournement

20ème année

Directeur de Publication:

Joachim Kokou LOKO
Cél: 90 33 54 86
Rédacteur en chef:
Régis TALIKPÉTI
Cél: 90 88 11 65

Rédaction:

Jean-Jacques OMA-IRE
Jean H.
André BABA
Othniel Papasron
Jean Jacques Mawu

Imprimerie:

Direct Print

Comment ça va ?

Très bien: Sadio Mané

Deux fois ballon d'or africain. Le Sénégalais l'a réalisé, rejoignant une de ses idoles et compatriote El hadji Diouf. Il devance sur le podium son ex coéquipier à Liverpool Mohamed Salah et Edouard Mendy le gardien de Chelsea. Sadio Mané cette saison a plus que mérité ce trophée vu ses performances. Il est l'un des artisans majeurs de la qualification du Sénégal au mondial Qatar 2022 mais surtout a amené son pays à la victoire lors de la Coupe d'Afrique des nations. Il faut aussi signaler son rôle dans le parcours de Liverpool en Ligue européenne des champions, un parcours qui a amené le club en finale. Le désormais joueur du Bayern Munich aura à cœur de rester sur la même dynamique et continuer d'inscrire son nom dans l'histoire du football africain et même mondial.



Bien: Jonas Vingegaard

Le Danois a terminé maillot jaune devant Pogacar le champion sortant. Trois semaines au cours de laquelle Jonas Vingegaard a étalé toute l'étendue de sa force, notamment dans les montagnes et parfois avec une facilité déconcertante lors de cette 109ème édition du tour de France. Le Danois entre dans l'histoire du sport de son pays comme l'un des plus grands sportifs de tous les temps. Il faut surtout retenir lors de ce tour la force de caractère de ce coureur d'exception qui s'est révélé aux yeux du monde.



Mal: Ali Jezz

Un concert totalement raté pour ce qui était qualifié de grand retour. Un retour qui n'était que nom. En effet après son départ pour les Etats-Unis il y a quelques années, le rappeur Ali Jezz avait annoncé son grand retour à l'occasion d'un concert géant le 22 juillet dernier. Mais en lieu et place du spectacle rêvé, les fans n'ont eu droit qu'à une prestation de bas de gamme de la part d'un artiste qui ne l'est que grâce à son passé. Une maîtrise des textes et de la scène totalement raté. Quel artiste se respectant fait encore du play back ? Il était évident que le pionnier du hip hop togolais dans les années 2000 était passé à autre chose aux Etats-Unis. Le plus frustrant, reste le bouquant fait autour de ce concert. Pathétique !



Textile

Le Togo se dote d'une politique pour la période 2022-2030

Quelques semaines après l'avant-projet de loi sur la mise en place d'une zone franche, le Togo franchit un nouveau cap vers son ambition de développement de l'industrie textile et de l'habillement. Le pays s'est officiellement doté lundi d'un document de politique pour le secteur, pour la période 2022-2030.

Le projet de décret adopté dans ce sens veut renforcer les capacités nationales de transformation du coton ainsi que l'attractivité de la destination Togo, aussi bien sur le marché interne qu'externe.

« Nous produisons du coton aujourd'hui avec des perspectives d'augmentation. La vente du coton brut nous rapporte de l'argent, mais pas

suffisamment pour pouvoir espérer avoir une industrie qui fonctionne. Il s'agit désormais de ne plus le vendre mais de donner une plus-value à la fibre et de vendre des produits finis qui rapportent beaucoup plus », explique le ministre de la communication.

La nouvelle politique mise à la fois sur la plateforme industrielle d'Adetikopé (PIA) dont l'opérationnalisation a ouvert la voie à l'installation d'unités de production, et sur la revalorisation d'anciens sites comme l'usine textile de Datcha qui « sera réintroduite dans le circuit pour accueillir, soit des unités de transformations ou autres », annonce précise Akodah Ayewouadan.

Fait divers

A 20 ans, elle vit une relation polyamoureuse avec 4 hommes

Ils attendent un enfant

Une maman et quatre papas, c'est la formule de couple choisie par ces adultes consentants qui attendent tous les cinq un enfant.

La monogamie n'est plus la norme ! De nos jours, de plus en plus de couples sont polyamoureux. C'est-à-dire qu'ils ne correspondent pas à l'image conventionnelle du couple. Ils sont trois, quatre ou même plus dans leur couple. Et cette jeune femme de 20 ans en connaît un rayon sur la pratique !

En effet, Tory, 20 ans, vit une relation polyamoureuse depuis quelques années et elle vient de tomber enceinte ! Autour d'elle, quatre garçons pour la combler au quotidien. C'est tous les cinq qu'ils ont décidé d'élever cet enfant.

La jeune maman a rencontré ses partenaires particuliers il y a 3 ans. Marc, 18 ans, est un ancien camarade de lycée. Travis, 23 ans, elle le rencontre un peu plus tard. Puis, en juillet dernier, elle tombe amoureuse de Ethan et de Christopher, le père biologique du bébé.

POLYAMOUR : « je souhaiterais avoir une autre femme dans cette relation »

« Chris est le père biologique, a expliqué Tory lors d'une interview. J'en



suis sûre et certaine parce que je connais la date de conception. D'après le jour approximatif de la conception, nous étions en vacances. Il n'y avait donc que nous. Mais pour autant que je sache, socialement, nous allons élever ce bébé ensemble. Ils sont tous les papas de cet enfant. Nous sommes tous très, très excités d'élever un bébé ensemble. »

Tory ajoute ensuite que ses fiancés sont eux aussi libres de fréquenter d'autres filles. « Honnêtement, j'adorerais que quelqu'un trouve un second partenaire. Partager le temps et les horaires entre les cinq personnes et s'assurer que tout le monde se sente inclus, c'est assez difficile. Je souhaiterais avoir une autre femme dans cette relation. Ce serait vraiment sympa. »

Lutte contre l'extrémisme violent dans les Savanes

Faure résolument engagé

Après les attaques terroristes que le Togo a subi ces derniers jours au nord du pays, la situation est prise au sérieux par les plus hautes autorités du pays qui multiplient des initiatives. Faure Gnassingbé est allé au contact de la population des Savanes le mercredi 20 juillet avec pour objectif de compatir ensuite rassurer et montrer sa détermination à venir au bout de la menace par tous les moyens.



La population des Savanes



Président Faure Gnassingbé

« Des individus armés non identifiés ont mené des attaques coordonnées et complexes dans plusieurs villages situés dans les préfectures de Kpendjal et Kpendjal-Ouest dans la nuit du jeudi 14 au vendredi 15 juillet » a annoncé l'armée togolaise à travers un communiqué. La menace que tous les Togolais redoutaient frapper de plein fouet notre pays dans sa partie septentrionale. De novembre 2021 à ce mois juillet, le Togo a été victime de 4 attaques coordonnées, qui ont fait des dizaines de morts et des milliers de déplacés qui tentent vaillamment de quitter les endroits très exposés à des localités mieux sécurisées.

Le chef de l'Etat multiplie des déplacements dans la région ; mieux Faure Gnassingbé est allé sur le terrain pour rencontrer les populations mercredi dernier. Cette activité du chef de l'Etat faut-il le rappeler, intervient quelques jours après les « attaques coordonnées » de 4 villages

dans le Kpendjal. Cette rencontre inclusive a réuni membres du gouvernement, forces vives de la région (élus, chefs traditionnels, religieux et de communautés, jeunes, femmes...), et représentants des forces de sécurité et de défense. « Je salue la mobilisation des jeunes, des femmes et des hommes, ainsi que la disponibilité des élus, des chefs traditionnels, religieux et de communautés. Dans ces moments empreints d'émotion, nous avons réitéré notre ferme résolution à rester unis et solidaires », avait ensuite tweeté le chef de l'Etat.

Au cours de ses interventions, le chef de l'Etat a réaffirmé sa détermination et celle de son gouvernement à intensifier les efforts pour venir à bout des attaques et triompher de cette barbarie qui sème la mort et la psychose parmi la paisible population togolaise. D'ailleurs Faure Gnassingbé les a exhorté à une vigilance plus accrue, et

au maintien de la coopération avec les forces de défense et de sécurité, gage de la réussite de cette lutte sans merci contre obscurantistes dont les actions relèvent d'un autre âge.

Plusieurs décisions importantes sont attendues dans les prochaines semaines selon les autorités pour contrecarrer les actions des extrémistes qui sèment la mort, la désolation et la peur dans l'extrême nord du pays.

Le Togo passe à l'offensive

Le Togo ne va plus se contenter seulement de repousser les attaques djihadistes sur son sol. Non seulement les attaques seront repoussées, mais des initiatives seront prises sur le plan offensif. C'est désormais la nouvelle ligne de conduite des forces armées togolaises. Une nouvelle attitude qui résulte des attaques meurtrières des terroristes ces derniers moments au Nord du pays.

De nouvelles stratégies de lutte contre le terrorisme au Togo. Sans révéler les stratégies opérationnelles, les Forces armées togolaises passeront désormais à l'offensive face aux terroristes. En plus donc de l'Etat d'urgence sécuritaire, il faut s'attendre à des actions plus musclées dans les savanes. Certaines localités seront particulièrement concernées et d'ores et déjà les populations sont invitées à évacuer pour éviter les dégâts collatéraux. Dans le Kpendjal-Ouest, sont concernées : les localités de Banagandi, de Kpembol et de Blamonga.

Dans le Kpendjal, il s'agit de Sankortchagou, de Biningbangangou, de Kpekpakandi, de Djouta, de Sougoutangou, de Nasonga et de Lalabiga.

L'implication de tous pour faire face à la menace

Face à ces récurrentes incursions des terroristes, il est important que toutes les forces vives de la nation se sentent concerner. D'ailleurs les autorités ont appelé à une union sacrée et la

population à collaborer avec les forces de défenses et de sécurité en fournissant des informations nécessaires. Ces informations sont d'autant plus capitale que les extrémistes se fondent parfois dans la masse, recrutent et frappent lorsqu'on ne s'y attend pas.

Il est donc important de ne pas céder à la panique en ces moments car l'objectif premier des terroristes est de choquer et de créer la psychose parmi la paisible population togolaise. Il est alors urgent que les autorités communiquent davantage pour rassurer les Togolais à ne pas céder en aucun moment. La détermination du chef de l'Etat est sans faille pour enrayer le danger. Il a promis mettre les moyens nécessaires à la disposition des forces de défense et de sécurité. « En ces moments d'affliction, je réaffirme ma détermination à lutter contre le terrorisme, afin de protéger nos populations et garantir la paix et la quiétude sur toute l'étendue du territoire », a annoncé le président Faure.

Joachim Loko

Guerre russo-ukrainienne et impact sur les économies africaines

Le Togo formule de nouvelles propositions

Le Togo, représenté par la SG de la Présidence de la République, Sandra Johnson a pris part la semaine dernière à un webinar de dialogue politique sur l'impact de la guerre russo-ukrainienne sur les prix des matières premières et des produits alimentaires en Afrique. L'activité, organisée par la Commission Economique pour l'Afrique des Nations unies (CEA) regroupait des officiels de plusieurs pays, ainsi que des universitaires et chercheurs, dans le but de mener des réflexions, partager des expériences et formuler des propositions pour amortir les chocs.

Au cours de son intervention, le ministre a soulevé les conséquences fâcheuses de ce conflit sur les politiques publiques, les plans budgétaires et les économies des pays africains, déjà affaiblies par les crises sanitaire et climatique : « La pandémie de Covid-19 a été un frein aux aspirations des

pays africains dont le Togo. Le conflit russo-ukrainien vient aggraver une situation socio-économique post-Covid déjà fragilisée. Cette situation couplée avec les chocs climatiques perturbe l'offre et les prix sur les marchés internationaux et locaux des matières premières et des produits alimentaires. Elle met à rude

épreuve la volonté des pays africains de mettre en œuvre une politique de redistribution de richesses. Cela limite les capacités et l'efficacité de leurs plans budgétaires, mettant ainsi à mal les économies », a-t-elle détaillé.

Face à cette situation, a poursuivi Sandra Johnson,

le gouvernement, qui est également confronté à la menace djihadiste et à l'extrémisme violent, « a pris une série de mesures pour renforcer la résilience économique du pays », permettant notamment d'espérer une croissance de 5,9% cette année contre 5,5% en 2021 (même si les prévisions initiales tablaient sur 6,1% pour 2022).

Aussi, a-t-elle formulé plusieurs propositions en faveur des pays africains aux économies fragiles : renforcement de la solidarité internationale, accroissement des droits de tirage spéciaux (DTS) et l'accélération de leur réallocation, mise en place de mécanismes plus souples

pour l'accès à ces fonds, disponibilité de la liquidité pour faire face à la hausse des prix à l'importation des produits pétroliers, des engrais et des denrées alimentaires, accélération de la restructuration de la dette, ou encore relâchement du déficit pour permettre aux pays d'accroître les dépenses publiques et financer les actions de résilience et de relance économique.

Enfin, pour le Togo, important producteur de produits bio, Sandra Johnson a également plaidé pour la promotion de la production de l'engrais biologique afin de pallier les difficultés d'importation de l'engrais.

Question de la vie chère

Ça se complique davantage

Depuis le début de la semaine dernière, la question de la vie chère se complique avec en toile de fond, une nouvelle augmentation des prix des produits pétroliers qui crée des grincements de dent dans les ménages déjà mis à rude épreuve par les 2 années de la pandémie liée à la Covid-19.

La situation devient de plus en plus difficile pour la population, le phénomène de la vie chère consécutive à la pandémie de la Covid-19, elle s'est exacerbée avec le conflit à l'est de l'Europe plus précisément la guerre entre la Russie et l'Ukraine depuis février dernier avec une envolée folle des prix des produits de première nécessité notamment, les céréales et ses produits dérivés. Comme si cela ne suffisait pas, on note une augmentation des cours du pétrole sur le marché international obligeant les pays à revoir à la hausse les prix des produits pétroliers.

Au Togo, depuis mardi dernier comme un couperet, le gouvernement a procédé à une augmentation des prix à la pompe, une troisième de suite depuis le mois de mars 2022, la dernière

augmentation date du 9 mai. Augmentation incontrôlée des prix

Comme le carburant est un produit stratégique, cette augmentation s'est répercutée automatiquement sur le coût du transport. En l'espace de quelques mois, le prix du transport Lomé-Kpalimé a pratiquement doublé, le prix se négocie à 4000 francs CFA de nos jours. Le transport urbain aussi à augmenté c'est le cas de la compagnie de taxi-moto « Olé » dont le prix du kilomètre a augmenté de 50%. Désormais, en lieu et place de 50 francs CFA, le compteur affiche désormais 75 francs CFA au kilomètre parcouru. Cette compagnie de taxi-motos justifie ce changement de prix par les nouveaux prix de carburant.

Dans les marchés, c'est un désordre total, le prix est fixé à la tête du client malgré



les multiples appels du ministère du Commerce pour dissuader les commerçants de faire de la spéculation. Peine perdue, la vie chère est devenue une réalité que tous les ménages vivent au jour le jour. Les prix des denrées de première nécessité (céréales, les huiles, les légumes, les légumineuses) ne sont plus à la portée des bourses des populations qui peinent déjà à s'offrir ainsi deux repas par jour.

Et comme si cela ne suffisait pas on note une

augmentation incontrôlée du prix du gaz butane alors la situation économique des ménages est déjà devenue de plus en plus difficile voire quasiment intenable. Sur le marché, à plusieurs points de vente du gaz butane, on note une augmentation du prix des bouteilles. Ainsi, la bouteille de 6kg qui se vend d'habitude à 3200 francs CFA est vendue à plusieurs points à 3500 francs CFA soit une augmentation de 300 francs. Les revendeurs pointent un doigt accusateur au changement intervenu sur le tarif des

transferts urbains, conséquence de l'augmentation des prix à la pompe mardi dernier alors qu'officiallement le gouvernement n'a pas augmenté le prix du gaz.

Les associations des droits des consommateurs dénoncent déjà cette spéculation ; c'est le cas de l'Association togolaise des consommateurs (ATC) qui interpelle le gouvernement et lui demande de faire respecter l'application du prix officiel du gaz domestique et de sanctionner des revendeurs véreux qui profitent de la situation pour augmenter de façon exagérée le prix de la bouteille.

La conséquence de tout ce désordre, c'est le désastre dans les familles qui ont déjà perdu leur pouvoir d'achat depuis 2 ans déjà avec l'avènement de la crise sanitaire mondiale, aggravée par le conflit russo-ukrainien, la nouvelle augmentation des prix des produits pétroliers vient ainsi donner le coup de grâce à la poche des populations qui sont désespérées et qui ne savent plus à quel saint se vouer.

Joachim Loko

Le 5ème recensement général attendu du 23 octobre au 12 novembre

Annoncé depuis un peu plus d'un an, le cinquième recensement général de la population et de l'habitat (RGPH-5) se précise. Les opérations se dérouleront du 23 octobre au 12 novembre 2022 sur toute l'étendue du territoire national, a décidé un arrêté interministériel.

Indispensable outil de planification et d'évaluation des politiques et programmes de développement, ce dénombrement intervient surtout à un moment crucial pour l'exécutif, qui s'est doté d'une nouvelle feuille de route sur la période 2020-2025.

La réalisation du RGPH-5

caractéristiques de l'habitat et du cadre de vie au Togo.

Les premières manœuvres de cette opération qui coûtera au total 8,6 milliards FCFA, avaient été lancées il y a un an, avec les travaux de cartographie censitaire.

Pour rappel, le recensement général de la population et de l'habitat est



Affoh Atcha-Dédji, ministre des Transports routier, aérien et ferroviaire

permettra notamment de connaître la situation sociale de la population, y compris des plus vulnérables, et d'apprécier les différentes

organisé par intervalle de chaque décennie. Le dernier, effectué en 2010, a permis de dénombrier 6.191.155 habitants.

Sécurité routière au Togo

Le gouvernement renforce les dispositions du code de la route

Accidents récurrents et le bilan meurtrier enregistré chaque mois, les actions s'intensifient pour améliorer la sécurité routière. Le gouvernement a adopté ce lundi en conseil des ministres, un projet de décret destiné à renforcer les dispositions du code de la route.

De façon concrète, le texte vient compléter le

dispositif juridique existant, en mettant notamment un accent particulier sur le système de formation à l'obtention du permis de conduire. En outre, il précise les règles applicables à la circulation routière.

Pour l'exécutif, qui a entrepris ces dernières années plusieurs réformes sur le sujet (mise en œuvre

d'une politique nationale de sécurité routière, création d'un Office national, entre autres.), il s'agit de parvenir à un respect plus strict des dispositions du code de la route, et de réduire sensiblement les causes d'accidents.

L'année dernière, plus de 7500 accidents ont été recensés sur les routes togolaises, faisant 680 morts en tout.

Axe Lomé-Rabat au beau fixe

Exemption réciproque de visa entre le Togo et le Maroc

Le Togo et le Royaume du Maroc viennent de prendre une décision qui renforce les liens de coopération entre ces deux pays frères. Depuis jeudi dernier, tous les togolais détenteurs du passeport ordinaire du pays peuvent entrer et sortir du Maroc sans aucun visa, et vice versa. Les deux pays ont en effet officialisé ce 21 juillet à Rabat un accord d'exemption réciproque.

Ceci, à la faveur d'une visite de travail du ministre des Affaires étrangères, Robert Dussey dans le royaume chérifien et d'une rencontre avec son homologue Nasser Bourita. Ouverture du Consulat



dans le Sahara Sur la même lancée, les deux officiels ont procédé à l'ouverture du Consulat Général du Togo à Dakhla, dans le Sahara marocain. S'il exprime la volonté des deux pays de renforcer

leurs relations bilatérales, l'ouverture de cette nouvelle représentation diplomatique marque surtout "le soutien du Togo à l'intégrité territoriale et à l'unité nationale du Maroc", a indiqué Robert Dussey.

Port sec de la PIA/Transfert des marchandises

Discussions fructueuses entre le ministre Tengué et les transporteurs burkinabès



Edem Tengué,
ministre de l'Economie
maritime

L'amélioration des procédures de transfert des marchandises partant du port sec de la Plateforme Industrielle d'Adetikopé (PIA) était au cœur d'un échange entre le ministre de l'Economie maritime, de la Pêche et de la Protection côtière, M. Kokou Edem Tengué et



Délégation des transporteurs burkinabès

une délégation des transporteurs burkinabès le 19 juillet dernier, au cabinet du ministre.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de l'opérationnalisation du port sec de la PIA, et vise à améliorer certains points notamment ; la lenteur des opérations d'emportage et de dépotage pour lesquelles la PIA est à pied d'œuvre pour

recruter du personnel supplémentaire.

Les questions liées aux retards dans le transfert des conteneurs ont été aussi abordées par le ministre Tengué et ses invités. Il s'agit de ceux saisis par l'Unité mixte de contrôle des conteneurs (Umcc) dans le cadre de ses procédures d'inspection. Pour cela, un système d'informations sera mis en place pour informer

les importateurs lorsque leurs conteneurs ne sont pas transférés pour des raisons d'inspection.

Enfin, sur la question des coûts élevés des opérations de transfert par conteneur, le ministre a rassuré la délégation des transporteurs du Burkina Faso que des mesures sont en phase d'étude en vue de réduire les coûts.

Tinos

Année académique 2021-2022

Des taux de réussite record aux différents examens



Komlan Dodji Kokoroko,
ministre en charge
des Enseignements

L'année scolaire 2021-2022 vient de prendre fin sur une note de satisfaction. Ainsi les différents examens sur toute l'étendue du territoire nationale se sont soldés par des taux de réussites record. Du Cepd en passant par le Bepc, ainsi que les baccalauréats première et deuxième, les élèves ont massivement réussi ce qu'a salué lundi le gouvernement au cours du traditionnel conseil des ministres à travers une communication du ministre des Enseignements primaire et secondaire, le prof. Dodzi Kokoroko.

L'année académique 2021-2022 s'est officiellement achevée il y a quelques jours, avec la proclamation des derniers

résultats aux examens nationaux. Dans une communication présentée lundi dernier en Conseil des ministres, le ministre en charge du secteur, Dodzi Kokoroko a fait le point et dévoilé les différents taux de réussite.

On note ainsi 93,30% de succès pour le CEPD, 82,99% pour le BEPC, 78 % pour le BAC 1 Général et 71,71% pour le BAC 1 technique. Enfin, le BAC II, tous enseignements confondus, a connu un taux de 74,34%.

Ces performances, presque toutes en hausse avec surtout une progression du nombre de filles admises, ont été saluées par le gouvernement qui a félicité les différents acteurs pour la



Des élèves

mobilisation, la contribution et le maintien constant de dialogue et de concertation.

L'objectif est désormais de "consolider et d'accroître ces résultats", a indiqué le porte-parole de l'exécutif, Akodah Ayewouadan. Des réflexions sont d'ores et déjà sur la table, afin de poursuivre les réformes dans le secteur éducatif, et veiller à un bon

déroulement des activités dans les années à venir.

Il faut ajouter que ces résultats satisfaisants sont dus au ministre de tutelle qui continue de faire des réformes encourageantes dans le système éducatif togolais. Reste à rassurer tous les syndicats enseignants pour que les mots d'ordre de grève

cessent complètement pour permettre aux apprenants de bénéficier de solides formations. En tout cas nous ne doutons pas de la capacité du ministre Kokoroko d'user de tout son savoir faire pour que le système éducatif retrouve complètement ses lettres de noblesse.

Tinos

Lisez tous les mercredis le journal Dounia le Monde

Déjà dans les kiosques au Togo et dans l'espace UEMOA

Matinée Internationale

MAGAZINE PANAFRICAIN D'INFORMATIONS POLITIQUES ET ECONOMIQUES N° 0044 de juin - juillet 2022

Crise alimentaire mondiale

Macky Sall plaide la cause de l'Afrique auprès de Poutine



CIMTOGO

Engagements de durabilité à l'horizon 2030 (sc2030)

Togo / Vie chère

Les mesures Fortes de Faure

Guinée

Les 3 ans de transition ne passent pas

BIT

Gilbert Houngbo, le nouveau patron



Togo, UEMOA - 2.000 FCFA - Afrique Centrale - 3.000 FCFA - Afrique du Sud - 30 Rands
Maghreb - 150 DA - Union Européenne - 4 Euros - Amérique - 4 Dollars

Burkina-Faso

Accord sur la durée de la transition

Un consensus sur la durée de la Transition au Burkina Faso a été trouvé entre les nouvelles autorités militaires au pouvoir et la CEDEAO. L'annonce a été faite ce dimanche 24 juillet 2022, à Ouagadougou, par le président en exercice de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, le Bissau-guinéen, Umaro Sissoco Embaló.

A l'issue d'un tête-à-tête avec le président de la Transition burkinabè, le Lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo

Damiba, le chef de l'État bissau-guinéen, Umaro Sissoco Embaló, a fait état de «très bonnes discussions avec les autorités burkinabè». Le dirigeant a confié qu'ensemble, ils ont «fait des évaluations sur comment la progression des engagements qui ont été prises depuis la conférence des chefs d'état et des gouvernements».

«Je pense que nous tous on doit se mobiliser aux côtés du gouvernement burkinabè, car le Burkina Faso est un pays membre fondateur de la

CEDEAO», a rappelé le président en exercice de la CEDEAO. Selon Umaro Sissoco Embaló, «malgré cette situation, nous devons l'accompagner et se mobiliser derrière le gouvernement de Transition».

Reconnaissant que les axes les plus importants de la Transition burkinabè sont le défi sécuritaire, les questions humanitaires, le retour à l'ordre constitutionnel, la mobilisation des ressources et la mise en place des mécanismes de suivi et



Paul Henry Damiba, président de la transition burkinabè

d'évaluation, Embaló a confié que les parties ont trouvé «un consensus sur le délai de 24 mois à partir du 1er juillet 2022 jusqu'au 1er juillet 2024».

Terrorisme

L'armée malienne visée par une nouvelle attaque, contre le camp militaire de Sévaré



Assimi Goïta, président de la transition malienne

L'armée malienne a indiqué avoir déjoué une nouvelle attaque contre un camp militaire du centre. Cet assaut survient 48 heures après une attaque-suicide contre la ville-garnison de Kati, non loin de la capitale, Bamako.

«Les forces armées maliennes viennent une fois de plus de déjouer une tentative d'attaque du camp GNM (Garde nationale du Mali) de Sévaré, tôt ce dimanche 24 juillet 2022, vers 05h40. Le bilan provisoire fait état d'un terroriste neutralisé», a, selon l'agence Anadolu, indiqué l'armée sur ses réseaux sociaux. Une information confirmée par une source de l'AFP qui a requis l'anonymat.

«Notre camp de la garde nationale a été attaqué, ce dimanche, à Sévaré par des terroristes», a dit le haut

gradé du camp de la garde nationale de Sévaré, ajoutant que «lors de la riposte, nous avons neutralisé un terroriste. La situation est sous contrôle». Cette attaque intervient environ 48 heures après celle de Kati, ville-garnison où se trouve la résidence du président la Transition malienne, le Colonel Assimi Goïta.

Si l'assaut de ce dimanche 24 juillet 2022 n'a pas encore été revendiqué, l'attaque de vendredi par contre, a été signée par le GSIM (Groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans). «Nous disons au gouvernement de Bamako : si vous avez le droit d'engager un mercenaire pour tuer des innocents sans défense, alors il est de notre droit de vous détruire également», a menacé le GSIM.

RD Congo

Plusieurs morts lors de manifestations contre la mission de sécurité de l'ONU

Dans l'est de la RD Congo, au moins cinq personnes ont été tuées, mardi, à Goma, lors de manifestations contre la mission de l'ONU dans le pays, a rapporté le gouvernement. Les Casques bleus sont accusés par les manifestants de ne pas assurer leur sécurité face aux groupes armés et de ne pas assez défendre les intérêts de la population.

Au moins cinq personnes ont été tuées à Goma, dans l'est de la République démocratique du Congo, au deuxième jour de manifestations contre la mission des Nations unies, accusée d'inefficacité dans sa lutte contre les groupes armés, a-t-on appris de source officielle.

"Au moins cinq morts,

une cinquantaine de blessés", a écrit sur Twitter Patrick Muyaya, porte-parole du gouvernement, promettant de revenir dans une conférence de presse conjointe avec le chef adjoint de la Mission de l'ONU "sur le bilan humain, matériel ainsi que les conséquences à tirer" de ces manifestations.

Tôt le matin, des centaines de manifestants ont envahi les abords de la base logistique de la Monusco et ont attaqué le camp de transit de la mission situé hors du centre-ville de Goma, capitale de la province troublée du Nord-Kivu.

"Nous ne voulons plus de la Monusco"

"Nous ne voulons plus de la Monusco", "bye

Monusco", affirmaient des affiches de cette "campagne" anti-mission onusienne en RD Congo. Les forces de sécurité congolaises contenaient la foule aux abords de la base logistique.

"Nous confirmons avoir reçu 28 blessés par balles hier et ce matin nous venons de recevoir 8 blessés par balles. Certains sont dans un état critique. Mais nous n'avons pas encore enregistré de mort chez nous", a déclaré à l'AFP Serge Kilumbiro, chargé de l'administration de l'hôpital CBCA Ndosho.

À Beni, ville située à 350 km au nord de Goma dans le Nord-Kivu, à l'est du pays, les activités étaient paralysées par des manifestants anti-Monusco.

Référendum en Tunisie

Un taux de participation de près de 28 %

La commission électorale tunisienne a indiqué, lundi, que la participation au référendum constitutionnel du 25 juillet s'est établie à au moins 27,54 % des 9,3 millions d'inscrits. Des résultats officiels sont attendus dans la journée.

Le taux de participation était la grande inconnue du référendum constitutionnel en Tunisie. Le projet n'a pas mobilisé les foules : la participation a atteint 27,54 %, ayant mobilisé 2,46 millions d'électeurs sur les 9,3 millions d'inscrits, lundi 25 juillet, a annoncé la commission électorale tunisienne (Isie), évoquant des chiffres provisoires.

Mais la participation est jugée respectable par les autorités. "Les électeurs étaient au rendez-vous avec l'Histoire et se sont dirigés en nombre très respectable vers les bureaux de vote", a

assuré aux médias le président de l'autorité Isie, Farouk Bouasker, soulignant que certains bureaux de l'étranger n'ont pas terminé de voter.

Les votants étaient surtout "les classes moyennes les plus lésées, les adultes qui se sentent floués économiquement, politiquement et socialement", a analysé le directeur de Sigma Conseil, Hassen Zargouni.

Ce dernier a estimé que "dépasser les 20 % de votants est plutôt un bon résultat". En Tunisie, on vote de moins en moins ces dernières années,

"systématiquement en dessous des 40 %", a-t-il souligné, rappelant que la participation est passée de 52 % aux législatives de 2011, après la chute du dictateur Ben Ali, à 32 % en 2019 (sur 7 millions d'électeurs).

Toutefois la participation reste faible. "Beaucoup de Tunisiens ne se sont pas déplacés car ils étaient en vacances. Il y a également un désamour pour ce référendum", analyse l'envoyé spécial de France 24 à Tunis, Karim Yahiaoui. Une majorité des électeurs ont ainsi suivi l'appel au boycott lancé par les principaux partis opposés à Kaïs Saïed, dont le parti d'inspiration islamiste Ennahda, qui dénoncent une Constitution faisant dériver le pays vers une dictature.



INSTITUT DE FORMATION FISCALE ET DOUANIERE

IFFD

● FILIERES DE FORMATION

I- Cycle Supérieur :

- ▶ Impôts ;
- ▶ Douanes ;
- ▶ Management des Services Fiscaux et Douaniers ;
- ▶ Trésor ;
- ▶ Cadastre et Conservation foncière :
 - Option Cadastre ;
 - Option Conservation foncière.

II- Cycle Moyen :

- ▶ Géomètre Topographe

● FORMATIONS A LA CARTE

*Modules relatifs aux différentes spécialités
suivant un planning annuel établi*

+228 22 53 14 00

Office Togolais des Recettes - OTR

www.iffd.otr.tg

